

De l'autre côté de l'UE-

Nouvelles Agro-agri de Bulgarie

Agriculture et agroalimentaire

Cette dixième lettre agro vous propose un retour sur les principales informations agri-agro pour la Bulgarie. Elle a pour objectif de faire le suivi des évolutions du secteur aussi bien dans le domaine de la politique agricole, des politiques alimentaires et sanitaires que des informations sectorielles et principaux investissements.

N'hésitez pas à nous faire part de vos remarques et suggestions !

Table des matières

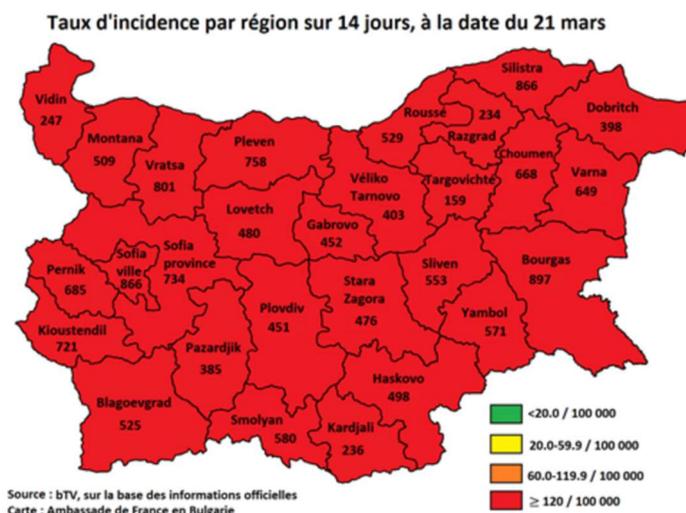
Synthèse Covid	2
Politique agricole nationale bulgare et PAC	3
Novembre : Aides couplées et production nationale de fruits et légumes insuffisante en Bulgarie.....	3
Novembre : Entre 70 et 300 M leva de détournements de fonds européens en 2019.....	3
Novembre : PNRR/485,7 million d'euros du projet de plan de relance bulgare dédiés à l'agriculture ..	3
Novembre : Signature d'une déclaration pour un marché commun régional et un agenda vert entre les pays de l'ouest-Balkans.....	4
Novembre : Le ministère de l'agriculture, de l'alimentation et des forêts a présenté les premiers projets de mesures pour la nouvelle PAC	4
Mars : Accusation de corruption concernant les fonds agricoles de l'UE.....	4
Février : Plus de 23 M leva (12M€) pour améliorer la biosécurité des exploitations agricoles, 2 M de leva (1M€) pour l'achat de forêts privées	5
Politiques alimentaires et sanitaires	5
Novembre : La propagation de la peste porcine africaine (PPA) divisée par deux en 2020 par rapport à 2019	5
Décembre : La Commission européenne rembourse la Bulgarie pour la prévention de la PPA en 2020	5
Janvier : Les prix des aliments ont considérablement augmenté en 2020	6
Décembre : Le prix du pain en augmentation de 10%	6
Actualités filières et investissements	7
Janvier : Le gouvernement abandonne l'obligation pour les chaînes de magasins de vendre des produits bulgares et de leur garantir une exposition distincte	7
Décembre : Les rendements de tournesol et maïs faibles en raison de la sécheresse.....	7
Février : Dépôt de deux nouvelles demandes d'appellation d'origine protégée et d'indication géographique protégée : yaourt bulgare et le fromage blanc bulgare en saumure	7
Mars : 5,8 millions de tonnes de blé devraient être produites en 2021	8
Mars : Plantation de 2000 arbres fruitiers et producteurs de miel.....	8
Mars : Étiquetage alimentaire.....	8

Synthèse Covid

	Cas confirmés	Décès	Population (M)	14 jours cumulatifs de malades pour 100 000 hab.	14 jours cumulatifs de décès pour 1 000 000 hab.
Bulgarie	303423	12019	7,0	620.23	202,12

Source : COVID-19 situation update for the EU/EEA, as of week 11, updated 25 March 2021

En Bulgarie, la situation sanitaire reste toujours très délicate. 70% des lits en service de réanimation sont occupés, a indiqué le 24 mars le ministre de la Santé. Le taux d'incidence a atteint 661 pour 100 000 personnes au niveau national, rangeant ainsi la Bulgarie à la 6e place au sein de l'UE et d'EEE selon ce critère et à la 4e d'après le taux de mortalité. A Silistra, où le taux d'incidence a dépassé 880 pour 100 000, les autorités locales ont commencé à construire un bâtiment hospitalier modulaire, destiné aux malades du Covid-19.



Ainsi, le confinement partiel, qui est en vigueur jusqu'au 31 avril, a été renforcé pour dix jours depuis le 22 mars.

Ces mesures prévoient notamment :

- Interdiction de servir des repas dans les restaurants. Les livraisons à domicile et les ventes à emporter seront autorisées. Dans les hôtels, les repas seront servis dans les chambres ;
- Fermeture des centres commerciaux, à l'exception des magasins alimentaires, des pharmacies, des banques, des assureurs, des boutiques télécoms, des pressings et certains autres magasins qui s'y trouvent ;
- Fermeture des commerces de plus de 300 m² (sauf magasins alimentaires) ;
- Suspension des congrès, des séminaires, des concours, des formations, des team buildings, des expositions et d'autres événements de ce type en présentiel ;
- Fermeture des salles de sport, des salles d'activités de groupe et des piscines ;
- Suspension de tous les événements culturels (cinémas, musées, galeries, spectacles, concerts, etc.) ;
- Interdiction des fêtes privées (baptêmes, mariages, etc.) rassemblant plus de 15 personnes ;

- Tous les événements sportifs se tiendront sans public ;
- Suspension des excursions organisées de groupe et des visites organisées de groupe de sites touristiques
- Interdiction des événements de masse en plein air (festivals, foires, fêtes, etc.) ;
- Suspension de l'enseignement en présentiel et des activités extrascolaires pour tous les élèves, y compris dans les crèches et les écoles maternelles ;
- Suspension des cours en présentiel dans les universités (sauf exercices pratiques pour les disciplines médicales et les examens de fin d'études) ;
- Suspension des cours de langue en présentiel.

Politique agricole nationale bulgare et PAC

Novembre : Aides couplées et production nationale de fruits et légumes insuffisante en Bulgarie

Malgré les subventions, les cultures de fruits et légumes sont insuffisantes pour répondre à la demande intérieure en Bulgarie. Selon une analyse de l'ONG IntelliAgro sur le soutien couplé sur les deux périodes entre 2007 et 2020, la Bulgarie fait partie des premiers pays de l'UE en termes de taux de subventions versées pour la production de fruits et légumes mais le secteur est toujours classé sensible. Le montant moyen des subventions européennes dans le secteur est de 251 euros par hectare contre 541 euros en Bulgarie. Pour 16 des 19 cultures évaluées, la production ne parvient pas à répondre à la demande intérieure. Pour certaines cultures telles que le poivron, les choux, les pêches ou les pommes, la production n'a pas augmenté alors que des subventions qui n'existaient pas lors de la première période de programmation avaient été allouées lors de la seconde. Les experts recommandent que les subventions soient liées à l'efficacité. Les cultures cultivées dans des zones inadaptées ne doivent pas être éligibles aux subventions, tandis que les investissements, l'irrigation et la gestion des tempêtes de grêle dans les zones à risque devraient être une condition obligatoire pour l'éligibilité aux aides agricoles. (Source : bta.bg)

Novembre : Entre 70 et 300 M leva de détournements de fonds européens en 2019

Mediapool résume un rapport récent du Centre pour l'étude de la démocratie, sur la criminalité organisée en Bulgarie en 2019, et notamment à ses ressources. Selon le rapport, le montant des détournements de fonds européens se serait situé entre 70 à 300 M leva (35 et 150 M€) l'année dernière. D'autres estimations le placeraient même aux environs du demi-milliard de levass (250 M €). La principale source de détournement serait les Fonds de la Politique agricole commune (PAC) notamment les subventions accordées à certaines cultures et à l'aménagement des zones rurales avec construction des maisons d'hôtes qui ont provoqué la chute de certains ministres l'an passé. (Source : Service de Presse de l'Ambassade de France en Bulgarie)

Novembre : PNRR/485,7 million d'euros du projet de plan de relance bulgare dédiés à l'agriculture

Le second pilier du plan de relance bulgare « une Bulgarie verte » bénéficiera de 2,3 Mds d'euros dont près de 485,7 millions dédiés à l'agriculture qui sera divisé en deux volets.

Le volet « agriculture numérique » bénéficiera de 52 millions d'euros pour la période 2021-2023 avec notamment la réalisation d'un système d'information numérique regroupant les flux d'information et la réalisation des activités administratives, la numérisation des services fournis aux agriculteurs et leur centralisation et la mise en place d'une plateforme unique permettant l'échange automatique de données entre l'administration et les agriculteurs. Les modules de ce système sont la surveillance de l'utilisation des engrais et produits phytosanitaires, la mesure du gaspillage alimentaire, l'amélioration de la traçabilité « de la ferme à la table » et le conseil aux agriculteurs.

Le volet « modernisation des infrastructures hydrauliques agricoles » bénéficiera de 433,6 millions d'euros sur la période 2021-2023 pour la modernisation des infrastructures d'irrigation. (Source : service de presse de l'Ambassade de France en Bulgarie)

Novembre : Signature d'une déclaration pour un marché commun régional et un agenda vert entre les pays de l'ouest-Balkans

Durant le Sommet de Sofia 2020 dans le cadre du Processus de Berlin, les dirigeants des pays ouest-Balkans ont signé une déclaration pour un marché régional et un agenda vert. Le forum s'est tenu en visioconférence avec les Premiers ministres bulgare et macédonien en personne. La Bulgarie et la Macédoine du Nord se partageaient la présidence du Processus de Berlin. Le marché commun régional aura pour but de connecter les économies ouest-Balkans avec la libre circulation des personnes, biens, services et capitaux. L'agenda vert est lié aux efforts européens pour lutter contre le changement climatique, protéger l'environnement et faire de la région une économie circulaire à faible en carbone. La signature du document vise à agir dans 5 domaines clés : climat, énergie, mobilité ; économie circulaire ; qualité de l'air, de l'eau et des sols ; agriculture et production alimentaire durables ; biodiversité. (Source : bta.bg)

Novembre : Le ministère de l'agriculture, de l'alimentation et des forêts a présenté les premiers projets de mesures pour la nouvelle PAC

Lors d'une séance en visioconférence du Groupe de travail thématique pour élaborer un plan stratégique pour l'agriculture et le développement rural pour la période 2021 à 2027 le ministère de l'Agriculture a présenté les projets de mesures pour la nouvelle PAC à plus de 100 représentants de l'industrie et du grand public. Les mesures concernent le bio, les zones défavorisées, les jeunes agriculteurs, le soutien aux petites exploitations, les investissements agricoles, la transformation des produits :

- Soutien aux producteurs bio : couvrir les différences de coûts supplémentaires et de pertes de revenus, introduction d'une exigence selon laquelle, après l'expiration des périodes de transition, la disponibilité des certificats délivrés pour la production biologique est vérifiée chaque année.
- Projet de mesure " Paiements pour des contraintes naturelles ou autres zones spécifiques " est la suite des trois mesures HP1, HP 2 et NP 3. Il est envisagé une approche différenciée pour les prairies permanentes (PP) est proposée pour un soutien selon que les animaux sont élevés ou non sur la propriété du requérant.
- Accompagnement des jeunes et des petits agriculteurs sous forme de subventions et soutien aux actions d'investissement des agriculteurs. Le Ministère propose que les agriculteurs soient enregistrés au moins 36 mois avant la demande afin de concentrer l'aide financière sur les exploitations actuelles qui ont la capacité de réaliser une intention d'investissement. Ils auront donc la possibilité de se développer, d'être durable et de se moderniser.
- Historique d'activité demandé pour les investissements dans la transformation agricole, les petites et moyennes entreprises (PME) et les agriculteurs
- Ciblage des investissements dans les activités non agricoles en milieu rural pour les agriculteurs et micro-entreprises qui sont la principale source de croissance et de création d'emplois. Dans le cadre de l'intervention, les particuliers ne peuvent bénéficier d'un soutien que pour les investissements dans des activités non agricoles visant à développer l'artisanat.
- Rôle clé des instruments financiers dans le soutien à l'agriculture, il a été proposé de compléter le soutien financier par la possibilité de le combiner avec les crédits à octroyer par le Fonds d'État agricoles. (Source : page Facebook de la Ministre de l'agriculture)

Mars : Accusation de corruption concernant les fonds agricoles de l'UE

Sous le titre « La Bulgarie est un pays d'Europe centrale et orientale qui abuse "systématiquement" des fonds agricoles de l'UE », le journal Douma fait référence à un rapport de l'Alliance libre européenne

des Verts, intitulé "Où va l'argent de l'UE", qui critique également la Hongrie, la République tchèque, la Roumanie et la Slovaquie. Les auteurs soulignent que les fonds importants destinés à soutenir le secteur agricole et les zones rurales en Bulgarie bénéficient à un petit nombre de grands agro-industriels et de politiciens apparentés, alimentent la corruption et n'atteignent presque personne dans le besoin. 24 Chassa examine les fonds de cohésion de l'UE et leur absorption, écrivant que la Bulgarie a dépensé 11,4 milliards de leva et dispose de 13,9 milliards supplémentaires à absorber au cours des deux prochaines années (source : the daily news, 4 mars).

Février : Plus de 23 M leva (12M€) pour améliorer la biosécurité des exploitations agricoles, 2 M de leva (1M€) pour l'achat de forêts privées

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Forêts a ouvert un appel à projets dans le cadre du Programme de développement, pour 23 M leva (12M€) pour améliorer la biosécurité des exploitations agricoles afin de limiter le risque de maladies infectieuses chez les animaux.

23,5 millions de leva, Dans un autre appel à projets lancé, les entreprises forestières d'État pourront investir jusqu'à 2 M de leva (1M€) pour l'achat de forêts privées. L'objectif est que les petites propriétés forestières que leurs propriétaires actuels ne sont pas en mesure d'entretenir et de desservir correctement soient reliées aux terres boisées appartenant à l'État. Deux de ces campagnes ont été mises en œuvre en 2016 et en 2020. Des achats ont été finalisés pour un total de 459 propriétés forestières d'une superficie totale de près de 282 ha, d'une valeur totale de 1,753 million de leva. (Source : page Facebook de la Ministre de l'agriculture)

Politiques alimentaires et sanitaires

Novembre : La propagation de la peste porcine africaine (PPA) divisée par deux en 2020 par rapport à 2019

La Ministre de l'Alimentation et des Forêts Dessislava Taneva a évoqué le sujet de la PPA lors d'une réunion des ministres de l'agriculture et de la pêche de l'UE. La Ministre a annoncé que la Bulgarie rejoint la République tchèque et la Pologne en faveur de la diminution des charges administratives liées aux mesures contre la PPA. Dessislava Taneva a exhorté la Commission européenne à fournir une dérogation dans la nouvelle loi européenne sur la santé animale pour les exploitations garantissant la biosécurité. La Bulgarie a de nouveau suggéré que le membre devrait avoir la possibilité d'une utilisation partielle de la méthode dite d'abattage sanitaire dans laquelle l'animal infecté est abattu avec ceux qui ont été en contact avec lui. La Bulgarie a une expérience dans la lutte contre la PPA depuis plus de deux ans. En 2019, un plan de prévention, de gestion des crises et de prévention de la maladie de la PPA a été adopté en Bulgarie pour 2020 Il comprend diverses mesures de financement, ainsi que des modifications législatives et réglementaires visant à soutenir la biosécurité agricole. (Source : Page Facebook de la ministre de l'agriculture et bta.bg)

Décembre : La Commission européenne rembourse la Bulgarie pour la prévention de la PPA en 2020

La Commission européenne a approuvé les dépenses totales de la Bulgarie pour la lutte contre la peste porcine africaine en 2020 et remboursera plus de 15 millions de leva, 75% des coûts, qui est le pourcentage maximum en vertu de la législation de l'UE, a déclaré jeudi l'Agence bulgare de sécurité alimentaire. Plus de 22,5 millions de leva consacrés à la prévention de la propagation de l'ASF en 2019 ont déjà été remboursés. En novembre, la Commission a vérifié les mesures mises en œuvre par les autorités bulgares et a constaté que le nombre de foyers de PPA chez les porcs domestiques en Bulgarie

a diminué de près de 60%, passant de 44 en 2019 à 19 en 2020, (source : Service économique régional de Sofia).

Janvier : Les prix des aliments ont considérablement augmenté en 2020

D'après le PDG de la Bourse des marchandises (SCE), Vassil Simov, l'arrêt de nombreuses entreprises en raison de la pandémie de COVID-19 a affecté dans une plus large mesure les prix des produits de base mais pas tant le volume du commerce global. En 2020, la Sofia Commodity Exchange a réalisé un chiffre d'affaires de 446,2 millions de leva contre 445,77 millions de prélèvements en 2019. En 2020, le prix de gros de l'huile de tournesol a augmenté de 23% et le sucre de 10 à 11% dans le monde et de 6% en Bulgarie. En revanche, le riz s'est déprécié de 1,60 lv / kg à 1,50 lv / kg, et la farine n'a été appréciée que de 6 % malgré les récoltes très faibles et le prix élevé du blé. En 2020, il y a eu peu de transactions céréalières à la Sofia Commodity Exchange, mais leur prix est passé de 300 lv / t à 400-410 lv / t hors taxes en fin d'année, (source : Service économique régional de Sofia).

Décembre : Le prix du pain en augmentation de 10%

Le Syndicat national des boulangers et Mariana Kukusheva, présidente du conseil d'administration des confiseurs attribuent cette hausse à une demande de blé qui dépasse l'offre. Les fabricants de pain ont averti que l'inflation et la situation économique les forcera à augmenter les prix du pain d'au moins 10% supplémentaires à la fin de janvier ou au début de février. (bta.bg)

Février : Les prix des terres agricoles augmentent de 5 à 10% par an

Les prix des terres agricoles en Bulgarie augmentent de 5 à 10% par an et ce taux devrait être maintenu dans les prochaines années, selon les données de l'Association bulgare des propriétaires de terres agricoles (BAALO).

Les prix des terres agricoles dans les régions de Stara Zagora, Sliven, Yambol et Bourgas ont augmenté de 10 pour cent en 2020. Selon le président de BAALO Staiko Staikov, il s'agit du niveau moyen enregistré dans le sud-est de la Bulgarie ces dernières années. Il a déclaré qu'il était normal, même pour les personnes qui ne sont pas actives dans l'agriculture, d'investir dans la terre pendant une crise. Les personnes qui ont acheté des terres agricoles à un prix inférieur veulent maintenant les vendre à un prix plus élevé, a déclaré Staikov.

En Bulgarie orientale et à Dobroudzha, les prix des terres agricoles sont restés inchangés ou ont même légèrement baissé. Le nord, le centre et le nord-ouest de la Bulgarie ont eu de meilleures récoltes, ce qui explique probablement pourquoi les prix des terres agricoles dans ces régions ont également augmenté, a déclaré Staikov. Ceci s'applique aux régions administratives du Montana, Vratsa, Vidin et Pleven et aux zones le long du Danube où les prix des terrains ont presque atteint ceux de Dobroudzha. Dans certaines parties de ces régions, les niveaux de prix atteignent 18 000 leva (9200€) par hectare de terre, contre une moyenne de 11000 lv (5600€) / ha à 14000 lv (7100€) / ha en 2020.

Dans l'ensemble, le marché des terres agricoles en Bulgarie reste dynamique, mais il n'y a pas beaucoup d'intérêt de la part des acheteurs étrangers, a déclaré Staikov. "Les principaux investisseurs sont des Bulgares, il y a peu d'étrangers", a-t-il dit. "Il est difficile de gérer les terres à distance. De plus, les terres en Bulgarie ne sont pas consolidées. Un autre problème qui aliène les investisseurs étrangers est l'irrigation. La Bulgarie ne dispose que d'environ 100 000 hectares de terres irriguées."

Actualités filières et investissements

Janvier : Le gouvernement abandonne l'obligation pour les chaînes de magasins de vendre des produits bulgares et de leur garantir une exposition distincte

Le gouvernement bulgare a supprimé l'obligation pour les chaînes de vente au détail de vendre des produits alimentaires bulgares après que la Commission européenne a menacé d'intenter une action en justice. Le gouvernement n'aurait pas prolongé au-delà du 31 décembre un décret exigeant que les chaînes de magasins offrent une exposition et un espace de vente distincts pour les produits alimentaires nationaux, tels que le lait, le poisson, la viande et les œufs frais, le miel, les fruits et les légumes. Fin octobre 2020, la Commission européenne a demandé à la Bulgarie de supprimer la mesure discriminatoire, à la suite d'une lettre de mise en demeure envoyée en mai. Le ministère de l'Agriculture a fait valoir que la mesure ne perturbait pas l'approvisionnement existant en produits alimentaires importés dans les chaînes de vente au détail. Le ministre de l'Agriculture, Dessislava Taneva, a déclaré que l'exigence avait été introduite afin de soutenir les agriculteurs bulgares pendant la pandémie de COVID-19. Pendant ce temps, il est apparu que certaines chaînes de vente au détail continueraient à consacrer des espaces de vente aux produits bulgares. L'Association pour le commerce moderne a déclaré que le 31 décembre 2020, Billa, Lidl, Kaufland, Fantastico et Pro Market ont signé un mémorandum pour l'adoption et la mise en œuvre de mesures de soutien aux producteurs bulgares. Dans le cadre du mémorandum, chacune de ces chaînes consacra des espaces de vente à des produits d'origine bulgare ou fabriqués par des producteurs bulgares, y compris les petits et moyens producteurs régionaux. L'Association a déclaré qu'entre mars et octobre 2020, ses membres, qui représentent près de 40% des ventes de biens de consommation et possèdent près de 500 magasins, ont conclu 368 nouveaux contrats avec des fournisseurs de produits alimentaires bulgares. Au cours des huit derniers mois, les six chaînes ont vendu pour 1,1 milliard de leva de produits bulgares. Les produits bulgares représentent près de 65% de la gamme des denrées de base. Ils sont fournis par entre 160 et 600 fournisseurs bulgares pour les six chaînes de distribution. 75% du pain et des produits panifiés sont fournis par des producteurs bulgares et 44 % des fruits et légumes vendus sont cultivés en Bulgarie. (source DN – et mediapool.bg)

Décembre : Les rendements de tournesol et maïs faibles en raison de la sécheresse

La sécheresse a largement fait diminuer les rendements en maïs et tournesol à l'Est de la Bulgarie. Le maïs et le tournesol ont mûri plus tôt que d'habitude. Un peu plus de 2,8 millions de tonnes de maïs ont été récoltés dans tout le pays pour une superficie totale de 572 417 ha, soit un rendement en mettant le rendement à 4,94 t/ha (contre 6,84 t / ha en 2019). La récolte de tournesol du pays en 2020 s'élève à 1 643 706 t, pour 809 563 ha de terrain. Le rendement moyen du tournesol est de 2,03 t/ha (2,3 t / ha en 2019). (bta.bg)

Février : Dépôt de deux nouvelles demandes d'appellation d'origine protégée et d'indication géographique protégée : yaourt bulgare et le fromage blanc bulgare en saumure

Deux demandes de reconnaissance d'appellation ont été soumises par l'association bulgare des produits laitiers traditionnels. Le processus devrait durer 6 mois. Les pays tiers et les États membres de l'UE peuvent exprimer des objections. L'enregistrement du yaourt bulgare et du fromage blanc bulgare en saumure entraînera une protection et affirmation de la bonne réputation et de la haute qualité de ces produits laitiers traditionnels bulgares.

Les produits bulgares actuellement inclus dans le registre européen des indications géographiques protégées sont la saucisse plate Gornooryahovski (sudzhuk) et l'huile de rose bulgare, ainsi que cinq aliments de nature traditionnelle spécifique. Cinquante-quatre vins bulgares sont enregistrés auprès de l'UE - 52 en tant qu'appellation d'origine protégée et deux en tant qu'indication géographique protégée, (source : Service économique de Sofia).



Mars : 5,8 millions de tonnes de blé devraient être produites en 2021

5,8 millions de tonnes de blé devraient être produites en Bulgarie en 2021, 15% de plus qu'en 2020, selon les projections du Centre d'études économiques en agriculture, (source Douma).

Mars : Plantation de 2000 arbres fruitiers et producteurs de miel

Des volontaires de l'initiative Gorata.bg ont planté plus de 2 000 arbres fruitiers favorables aux pollinisateurs (Télégraph). L'objectif est de créer une forêt près du village de Peturch qui fournira à la fois une protection contre la sécheresse et le vent. L'initiative a été soutenue par 200 bénévoles, la municipalité de Kostinbrod et deux organisations d'apiculteurs de la région (hotnews).

Mars : Étiquetage alimentaire

Tous les produits alimentaires non emballés destinés au consommateur final doivent être étiquetés, conformément à une ordonnance sur les informations présentées aux consommateurs de produits alimentaires, approuvée le 17 mars par le Conseil des ministres dans l'objectif de protéger la santé des consommateurs et garantir leur droit à l'information. Les exigences s'appliquent à la vente directe des produits alimentaires non emballés ainsi qu'aux aliments proposés dans les établissements de restauration où les produits ne sont pas pré-emballés. Les étiquettes doivent indiquer l'appellation du produit, la date limite de consommation ou de durabilité ainsi que des informations sur l'exploitant commercial proposant l'aliment sur le marché.



Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Responsable de la publication : Pierre Lignot

Service Économique de Bucarest

Adresse : 13-15, rue biserică Amzei

Rédigé par : Arthur Quinquenet et Marie-Luce GHIB

Version mars 2021